



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/2020-Prochainement-en-ligne>

2020

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 2010 à nos jours - Année 2013 - N° 1138 - janvier 2013 -

Date de mise en ligne : lundi 1er avril 2013

Date de parution : janvier 2013

Description :

L'anticipation historique d'un architecte américain, J.D. ALT, présente beaucoup de points communs avec l'économie distributive.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Monnaie numérique ne permettant pas la spéculation, pas d'impôts, travail choisi,... presque tous les ingrédients de l'économie distributive se trouvent dans "2020", une anticipation historique parue dans New Economic Perspectives du 28 novembre. Son auteur, J.D. Alt, architecte de formation, urbaniste et écrivain, et qui a conçu un nouveau système de transport urbain, a aussi publié de nombreux articles sur la monnaie. Voici l'essentiel de son anticipation :

Il fallut attendre 2020 pour que la majorité des gens commencent à s'apercevoir de ce qu'était la monnaie. Pendant quelques mois, après que cette "prise de conscience" ait commencé à envahir les colonnes des journaux, les ondes radio, la TV, les blogs, les tweets, elle attira encore les sarcasmes de médias orthodoxes, qui s'en moquaient en disant : « Vous vous figurez avoir enfin une vision claire de l'avenir et qu'on a tous été si bouchés pendant si longtemps ! » En fait, pendant des milliers d'années...

Le plupart des gens s'accordent aujourd'hui à dire que le changement de point de vue commença en 2019 avec l'effondrement total de l'Euro-zone, événement qui avait été prévu depuis quelques années. La surprise fut que le "détricotage" commença en Italie et non en Grèce comme tout le monde s'y attendait.

Le sang chaud italien fut en effet le premier à atteindre son point d'ébullition après les souffrances destructrices imposées par une longue austérité : la Sicile menaça de faire sécession et de sanglantes émeutes éclatèrent à Rome, à Naples, à Milan, puis dans tout le pays. Le gouvernement capitula le 12 septembre 2018, en décidant que les pensions de retraite seraient non seulement rétablies et payées en monnaie nationale italienne mais aussi augmentées de 10%. Il décida en outre la suppression des impôts et de la TVA pendant un an, période qu'on appela la "Transition nationale".

Non seulement les funestes prévisions d'hyperinflation ne se réalisèrent pas, mais les gens se mirent spontanément à ramasser les ordures et les détritiques qui s'étaient accumulés pendant des mois. Ces travaux furent payés en nouvelles Lires, comme ceux la reconstruction des bâtiments brûlés, la réparation des routes et des infrastructures publiques qui n'avaient pas été entretenues pendant des années.

Une nouvelle monnaie

Cependant, ce qui surprit tout le monde, c'est la façon dont le Ministère italien des finances procéda pour effectuer le passage de l'euro à la nouvelle lire. Depuis quelques années, les téléphones mobiles permettaient d'effectuer des transactions financières avec des cartes de crédit. Alors, pourquoi faire des dépenses pour imprimer à nouveau des lires, se demanda le Ministre des finances. Pourquoi devrait-il fournir des lires en espèces alors qu'il était bien plus simple de délivrer à chaque citoyen italien une "Carte à Lires Numériques" (CLN) qui pourrait être chargée en lires dans n'importe quel guichet automatique, et débitée par n'importe quel vendeur avec son téléphone cellulaire.

Et, en effet, pourquoi pas ?

Quelques heures à peine après que le gouvernement eut décrété la Transition, les travailleurs des "Brigades de Reconstruction Urgente" (les BRU qui avaient été créées pour ramasser les décombres après les émeutes) touchaient leur salaire tout simplement en insérant leurs CLN, des cartes rouge vif, dans les guichets automatiques :

ces derniers avaient été téléchargés par de simples frappes sur les claviers des ordinateurs du ministère des finances. Et aussitôt, les CLN servirent à acheter du pain, du vin, des pâtes, des olives, des gâteaux, ... sur les marchés de Naples, de Rome, etc. Les cafés réouvrirent. Et même le Théâtre de l'Opéra, qui avait annulé sa saison de 2017, recommença à fonctionner en débitant les CLN grâce à un guichet automatique placé à l'entrée du théâtre.

Avant tout, les gens se sentaient heureux d'avoir mis fin à la funeste politique financière qui avait si longtemps martyrisé le pays. Non, l'Italie n'était pas ruinée. Elle était simplement sortie de l'euro. Et bon débarras !

Ce qui, avant tout, retint l'attention générale, c'est la création de ces CLN. Cette utilisation d'une monnaie numérique commença à faire évoluer l'idée que les gens se faisaient de la monnaie elle-même. Ce n'était pourtant pas quelque chose de neuf puisque, depuis des années, la plupart des transactions financières se faisaient électroniquement, en tapant sur les touches d'un clavier d'ordinateur. Mais maintenant, ce qui faisait la différence c'est l'absence totale de monnaie liquide : la nouvelle lire existait uniquement sous forme numérique. Ce n'était que des chiffres sur un écran. Vous ne pouviez plus tenir vos lires dans les mains pour les compter, une à une. Vous ne pouviez plus en faire une liasse et les mettre dans votre poche, ou à l'abri dans un coffre fort. Elles ne pouvaient pas non plus être perdues en tombant de votre poche. L'idée que la monnaie est quelque chose de physique, que c'est un objet qui n'existe qu'en quantité limitée, commença à lâcher prise.

Les gens furent encore plus étonnés quand ils découvrirent d'où venaient les Lires numériques (Ln), à savoir qu'elles étaient émises uniquement par les ordinateurs du Ministère des finances. Ce n'était plus comme si elles sortaient d'un pot qu'il fallait d'abord remplir d'une manière ou d'une autre. En fait, le Ministère des finances créait des lires comme un générateur électrique envoie des électrons dans un réseau où ils font tourner des moteurs, allument des ampoules, des écrans, etc... Les travailleurs des BRU touchaient tout ça du doigt lorsqu'ils introduisaient leur CLN dans un guichet automatique et regardaient les chiffres correspondants apparaître sur le petit écran.

Apparemment, les banques continuaient à faire des prêts comme avant, mais là aussi, le changement surprit. Une application du téléphone mobile permettant à chacun de gérer son compte CLN, révéla clairement que lorsqu'une banque ouvrait un crédit pour une entreprise, elle n'utilisait pas l'argent économisé par d'autres clients (comme on le croyait depuis des centaines d'années). Par exemple, lorsqu'un fabricant de pâtes demandait 100 Ln pour acheter la farine dont il avait besoin, la colonne de droite de son application CLN s'accroissait bien, magiquement, de ces 100 Ln. Mais son CLN personnel (la ligne du bas de son compte individuel) ne changeait pas ! Tout ceci confirma que les nouvelles lires numériques étaient créées par les seuls ordinateurs du Ministère des finances, qu'il n'y avait plus aucun autre moyen de créer de la monnaie.

Et, simultanément, pendant que le "mystère" de la création monétaire s'éclaircissait, un autre constat commençait à "percoler" dans la tête des gens : le seul moyen qu'avait le Ministère des finances de faire vivre les nouvelles lires était de les "dépenser" pour produire quelque chose. Et c'est bien ce qu'il faisait, par exemple, en allouant à notre fabricant de pâtes de quoi acheter sa farine pour fabriquer ses pâtes.

Ainsi, à l'étonnement général, pendant l'année de la Transition nationale, du 12 septembre 2018 au 12 septembre 2019, le gouvernement passa des contrats avec des entreprises (privées ou publiques) de reconstruction et d'aménagement, pour un montant de 60 milliards de Lires numériques. L'enseignement public se développa, de nouvelles écoles et de nouveaux instituts furent créés dans chaque commune, la formation des maîtres et des professeurs devint une priorité nationale. Les Brigades de reconstruction urgente furent rapidement renforcées et offrirent un travail utile à tous les citoyens italiens de plus de 16 ans qui souhaitaient travailler pour toucher un salaire. Ce qui permit de supprimer la couverture publique du chômage. Le nettoyage et la reconstruction terminés, les BRU purent, sans entrer en concurrence avec les entreprises privées, entreprendre tous les travaux que les maires et les autorités locales jugeaient nécessaires.

Afin de fournir un capital de départ aux petites entreprises innovantes, dans quelque domaine que ce soit, on expérimenta des programmes de subventions calqués sur le modèle de ceux de la Fondation Gates pour l'éradication des maladies tropicales, les aides correspondantes étant accordées après évaluation par des pairs et vote sur Internet.

Prenant en compte les sombres prévisions d'une élévation du niveau des mers, les villes côtières entamèrent un long et rude travail de rehaussement de leurs historiques digues de pierres.

Finis, les impôts !

En douze mois, ces diverses innovations firent tomber le taux de chômage national à moins de 10% alors qu'il avait presque atteint 40% avant les émeutes.

Tandis que le taux de chômage s'effondrait, le débat le plus important qui s'ouvrit au Ministère des finances, pendant cette année de la transition nationale, concerna les impôts. Fallait-il, et si oui, pendant combien de temps, rétablir le prélèvement d'impôts ? Sur quel critères, et à quel taux, etc. Ce qui anima les débats d'une façon inattendue fut la prise de conscience que la raison pour laquelle le gouvernement voulait rétablir les impôts nationaux n'était évidemment pas qu'il avait besoin de liras pour payer les dépenses publiques, puisqu'il était maintenant tout à fait clair que le gouvernement pouvait dépenser autant de liras qu'il voulait, simplement en les créant à partir de ses claviers d'ordinateur. Il n'avait donc pas besoin de les collecter préalablement sous forme d'impôts. Donc la seule raison pour laquelle le Ministère aurait pu rétablir des impôts ne pouvait être que la nécessité de retirer des liras de la circulation afin de contrôler l'inflation. Pourtant, la pression inflationniste sur la Ln ne s'exerçait toujours pas, mais on pouvait craindre qu'elle finisse par se manifester à mesure que le taux de chômage baisserait et qu'on approcherait le plein emploi théorique. Le gouvernement comprit rapidement que c'est ce qui se passerait si le nombre total de liras numériques émises échappait à tout contrôle. Ce constat fit rapidement l'objet d'un consensus et on se demanda alors quel type d'impôts il faudrait lever. Puisqu'il ne fallait plus en collecter pour couvrir les dépenses publiques, ne pouvait-on pas s'en servir pour financer d'autres services ? Pourquoi pas un impôt sur les revenus pour redistribuer la richesse ? Mais si on n'a pas besoin d'impôts pour financer les dépenses publiques, pourquoi faudrait-il un impôt sur les revenus pour redistribuer la richesse ? En effet, il n'y a pas de différence entre un impôt en Ln et des Ln créées par ordinateur. Il était donc devenu clair comme le jour que taxer les revenus ne servait plus à rien. Dans le même esprit, pourquoi taxer la consommation par une TVA ? Après tout, on voulait que les gens consomment, pourquoi les pénaliser pour cela ?

Ce sur quoi on s'est accordé, c'est sur une taxe sur le carbone qui a eu avant tout, le mérite non seulement de retirer des Ln de l'économie pour contrôler l'inflation, mais aussi d'inciter les industriels et les consommateurs à dépenser moins de carbone, à la fois dans la fabrication et dans la consommation. Les digues que doivent rehausser les Brigades de reconstruction urgente pourront ainsi être moins élevées !

Mafiosi et financiers

Toutes ces nouveautés embêtaient tout particulièrement les Maffieux, qui, désespérés, avaient essayé de faire leurs affaires en d'autres monnaies que la lire italienne et qui découvraient qu'il leur était soudainement devenu impossible de remplir leurs mallettes avec de l'argent blanchi dans des transactions criminelles. Les parrains fumaient de rage mais il leur était, bien sûr, difficile de faire valoir leurs objections. Corrélativement, le gouvernement découvrit qu'un simple programme informatique permettait d'éliminer la corruption typiquement endémique dans les contrats publics. Il devenait évident que chaque Ln émise pouvait être indéfiniment et précisément pistée dans toute l'économie. Le

programme de "pistage" pouvait faire des recherches avec une série de filtres qui fournissaient instantanément un rapport qui précisait où et à quel moment se trouvaient les Ln. Il était impossible de les cacher ou de les retirer du circuit sans être repéré.

Les financiers non plus n'étaient pas à la fête.

Ces rigoureux financiers qui, pendant les années de la "crise de la dette", avaient tenu l'Eurozone en otage en augmentant les taux d'intérêts pour acheter de la dette grecque, italienne ou espagnole, et en refusant le moindre aménagement alors que ces pays luttaienent pour payer leurs intérêts, furent reçus au Ministère des finances italien. Quand ils dirent qu'ils souhaitaient acheter de la dette italienne, ils s'entendirent répondre :

«€» de la dette ? nous n'avons pas de dette à vendre. Pourquoi voulez vous que nous vous vendions de la dette ? Nous n'avons pas besoin d'emprunter votre monnaie.

Incrédules, ils insistèrent :

«€» mais nous voulons acheter votre dette, nous avons besoin d'un endroit pour stocker toute cette monnaie dont nous ne savons pas quoi faire. Nous voulons un endroit pour la stocker, et qui nous rapporte des intérêts. Nous avons besoin que vous émettiez des obligations pour que nous puissions les acheter !

À quoi le Ministre des finances répliqua :

«€» si vous voulez dépenser votre argent en Italie, venez et construisez des usines ou démarrez un commerce, ou inventez une nouvelle façon de convertir le solaire en électricité en utilisant des nano particules, ou encore construisez un nouvel opéra ou quelque autre oeuvre d'art... Mais ne venez pas ici pour acheter nos obligations. Nous ne vous servirons plus de parking pour votre argent et nous ne vous paierons plus d'intérêt pour ce "privilège" ».

Le nouveau sens de la monnaie

Bien sûr, le monde entier observait tout ça. Avec un grand intérêt.

Les économistes orthodoxes se sont fort creusé la cervelle pour comprendre le "Printemps italien", ils ont fait des pieds et des mains pour expliquer pourquoi le déficit de l'État italien n'était plus une "dette" qu'il faudrait rembourser à quelqu'un, un jour ou l'autre.

Mais cette confusion extrême s'acheva. La grande "prise de conscience" commença à enlever les oeillères, à tirer les rideaux pour faire entrer la lumière d'une nouvelle compréhension du sens, du rôle de la monnaie.

C'était en 2020 : le monde, stupéfait, avait enfin compris.

Post-scriptum :

Les "distributistes" ne peuvent que se réjouir en voyant que leurs propositions sont progressivement reprises, sans doute "grâce" au choc

provoqué par ce qu'on appelle la crise.

À cette anticipation intitulée "2020", il n'y a plus qu'à préciser qu'une Ln ne circule pas : elle est annulée automatiquement quand elle sert à un achat. Il n'est ainsi plus question d'inflation, la monnaie devient un flux, comme les produits qu'elle permet de faire puis de consommer. Alors on peut aborder la suppression du salariat puisque cette monnaie, sans cesse renouvelée, permet aussi la répartition entre tous, actifs et inactifs, des richesses produites. Cette idée de répartition revient justement d'actualité, à propos des retraites !